

DDADT -

ARR_2026_75

Nomenclature : 2.1.2

Prescription de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bussac-sur-Charente

Le Président de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2131-1 et L.2131-2,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.132-7, L.132-9, L.151-41, L.153-31, L.153-36 et L.153-37, L.153-40 à L.153-44, ainsi que les articles R.153-20 à R.153-22,

Vu le Code de l'Environnement, et notamment l'article L.123-9,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I, 2°, d) relatif à l'aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et Carte Communale »,

Vu le procès-verbal d'installation du Conseil Communautaire et de l'élection du Président et des Vice-Présidents et autres membres du Bureau en date du 10 avril 2026,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bussac-sur-Charente approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 03 avril 2017, puis ayant fait l'objet d'une modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du Conseil Communautaire n°2021_165 en date du 29 septembre 2021 et d'une modification simplifiée n°2 approuvée par délibération du Conseil Communautaire n°2022_160 en date du 05 octobre 2022,

Considérant qu'il convient de procéder à une modification du PLU de la commune de Bussac-sur-Charente afin de :

- permettre le développement d'une activité d'équithérapie implantée sur la commune, activité qui offre des bienfaits d'un point de vue médico-social,
- réduire l'emprise de l'emplacement réservé n°4 dans le centre-bourg suite à une renonciation partielle d'acquisition,
- faire évoluer certaines dispositions du règlement écrit qui posent des difficultés d'application, notamment s'agissant des annexes en zones A et N (pour lesquelles la date de prise en compte doit être précisée) et s'agissant d'une restriction excessive pour les déblais-remblais,
- apporter un ajustement rédactionnel dans le règlement écrit et les Orientations d'Aménagement et de Programmation concernant les typologies de logements attendues dans la zone AU située au lieu-dit « Aux Bacheliers ».

Considérant que ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification du PLU telle que prévue par le Code de l'Urbanisme dans la mesure où elles n'auront pas pour conséquence, selon les articles L.153-31 et L.153-36 dudit Code, de changer les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),

Considérant que les nouvelles modalités de mise en œuvre des procédures, issues de la loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement du 26 novembre 2025 dite « loi Huwart », sont entrées en vigueur à compter du 26 mai 2026,

Considérant que la procédure de modification du PLU peut être engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, en application de l'article L.153-37 du Code de l'Urbanisme,

Considérant qu'en application de l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification du PLU sera notifié au préfet et aux personnes publiques mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 dudit Code, ainsi qu'au maire de la commune de Bussac-sur-Charente, préalablement à l'ouverture de la mise à disposition du public ou de l'enquête publique,

Considérant que les avis résultant de ces notifications seront le cas échéant joints au dossier soumis à consultation du public,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Une procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bussac-sur-Charente est engagée en application des dispositions de l'article L.153-36 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 2 : Le projet de modification n°3 du PLU de Bussac-sur-Charente portera sur l'inscription d'un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) en vue de permettre le développement d'une activité d'équithérapie, sur la réduction de l'emprise de l'emplacement réservé n°4 ayant fait l'objet d'une renonciation partielle par la Commune, sur l'adaptation de dispositions du règlement écrit, et sur un ajustement de rédaction concernant les typologies de logements attendues dans la zone AU située au lieu-dit « Aux Bacheliers ».

ARTICLE 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification du PLU sera notifié au préfet et aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 dudit Code, ainsi qu'au maire de la commune de Bussac-sur-Charente, préalablement à l'ouverture de la mise à disposition du public ou de l'enquête publique.

ARTICLE 4 : Le projet de modification n°3 du PLU de Bussac-sur-Charente, l'exposé de ses motifs, et le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées, seront soumis :

- soit à une mise à disposition du public si le projet de modification du PLU n'est pas soumis à une évaluation environnementale ; les modalités de cette mise à disposition du public, d'une durée d'un mois, seront alors précisées par une délibération du Conseil Communautaire et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant son ouverture,

- soit à une enquête publique si le projet de modification du PLU est soumis à une évaluation environnementale ; les modalités de cette enquête publique, d'une durée d'un mois minimum, seront alors définies par un arrêté du président de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo conformément au chapitre III du titre II du livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

ARTICLE 5 : A l'issue de la mise à disposition du public ou de l'enquête publique, le dossier de modification n°3 du PLU de Bussac-sur-Charente, éventuellement modifié pour tenir compte des avis et observations, sera soumis à l'approbation du Conseil Communautaire.

ARTICLE 6 : Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo et en mairie de Bussac-sur-Charente pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Le présent arrêté est publié au registre des arrêtés. Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où l'arrêté peut être consulté.

ARTICLE 7 : En application des dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation par courrier ou par

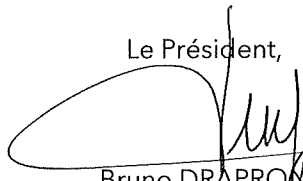
l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publicité.

ARTICLE 8 : La Directrice Générale des Services de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo est chargée de l'exécution du présent arrêté.


Certifié exécutoire compte tenu de sa transmission au contrôle de légalité le **12 JUIN 2026**
et de sa publication le **12 JUIN 2026**

Fait à Saintes, le **10 JUIN 2026**

Le Président,



Bruno DRAPRON



SAINTES GRANDES RIVES
12 bd Guillet Maillet
17100 SAINTES
L'AGGLO